

**LE CONTENTIEUX JUDICIAIRE DANS LES ASSURANCES****20% des dossiers traités par la justice**

**Le contentieux judiciaire dans le domaine des assurances. C'est le thème d'une journée d'étude organisée, hier, par la cour d'Alger en collaboration avec la compagnie d'assurances, la SAA. Fait marquant : «20% des dossiers de remboursement étaient soumis à la justice».**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - C'est le premier responsable de cette compagnie d'assurances, en l'occurrence M. Nacer Sayes qui a fait état de cette information, en marge de cette rencontre.

Evoquant la problématique, M. Sayes a indiqué que «la plupart des dossiers de remboursement, liés majoritairement aux accidents de la circulation corporels et matériels, sont réglés à l'amiable et près de 20% des dossiers sont soumis à la justice pour que les assurés bénéficient d'un remboursement plus conséquent». Dans la plupart des cas, les décisions de justice à l'en-

contre des sociétés d'assurances ne sont pas équitables et les remboursements décidés sont supérieurs à ce que prévoit le contrat d'assurances a-t-il ajouté, d'où «l'idée de l'organisation de cette journée d'étude».

Selon la même source, «ce n'est pas le côté juridique de la chose qui est à débattre mais plutôt la partie technique qui est particulière».

La rencontre, qui se veut comme une rencontre «d'échange d'idées et d'informations entre les deux parties» a été une occasion pour les responsables de la SAA d'évoquer les réels problèmes auxquels sont confron-



**Les décisions de justice ne sont pas équitables envers les assurances.**

tées les compagnies d'assurances. Selon le premier responsable de la SAA, cette situation «expose ces sociétés au risque de faillite».

Dans son intervention à l'ouverture des travaux de la journée d'études, le P-dg de la SAA a précisé que l'activité de l'assurance

en Algérie était régie par l'ordonnance n°95/07 de 1995, amendée et complétant la loi n°06/04 datée de 2006 relative aux assurances et aux décrets d'application, des dispositions qui concernent notamment les contrats d'assurances, les droits et engagements de l'assureur et de l'assuré

ainsi que les polices d'assurances (terrestre, maritime et aérienne).

Cette activité est prise en charge par cinq entreprises publiques, deux mutualités et huit sociétés d'assurances de personnes. Dans ce contexte, Boudjemaâ Benkara, cadre à la SAA a passé en revue les difficultés auxquelles font face les sociétés d'assurances, notamment en ce qui concerne les dossiers de remboursement des accidents de la route soumis à la justice.

En somme, de cette journée d'étude, il ressort l'idée suivante soutenue par une grande partie des participants : «Entre la législation et la pratique professionnelle, entre les assurés et les assureurs, ce sont les magistrats qui fixent les interprétations permettant de trancher les litiges. Or, qu'on la salue ou la critique, il faut faire avec leur jurisprudence.»

**A. B.**

**SELON LE PRÉSIDENT DU CERCLE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE ALGÉRO-ESPAGNOL (CCIAE), DJAMEL-EDDINE BOUABDALLAH :****«La règle 51/49 ne pose pas de problème aux investisseurs espagnols»**

**«Pour porter la croissance nationale hors hydrocarbures à deux chiffres, il nous faut un minimum d'investissements de 10 milliards de dollars.»**

**Younès Djama - Alger (Le Soir)** - C'est ce que croit le président du Cercle de commerce et d'industrie algéro-espagnol (CCIAE), Djamel-Eddine Bouabdallah qui ajoute que les investisseurs étrangers «n'ont pas peur de la règle 51/49% mais de ne pas pouvoir rapatrier leurs dividendes».

C'est notamment le cas des opérateurs espagnols que le cercle qu'il préside tente de rassurer. «Nous avons dit à nos interlocuteurs espagnols que le point lié au transfert des dividendes sera définitivement réglé avec le nouveau code des investissements», a déclaré Bouabdallah, annonçant

dans la foulée la venue d'un «important» opérateur espagnol dans le domaine agricole qui compte investir en Algérie, dont l'identité n'a pas été révélée.

D'autres investissements sont prévus ou en cours de concrétisation dans les domaines de l'aquaculture et l'agriculture (huile d'olive). Le CCIAE déploiera ses efforts en vue de faire aboutir ces discussions en partenariats concrets à travers la levée des contraintes bureaucratiques qui, selon Bouabdallah, ne sont pas aussi différentes que dans d'autres pays comme l'Espagne.

Selon le président du CCIAE, l'Algérie gagnerait à se rapprocher économiquement de l'Espagne «toute proche», pas seulement pour l'expertise dont elle dispose, mais aussi compte tenu du fait que ce pays est également l'un des premiers clients de

notre pays en gaz naturel. Entre les deux pays, existe donc une coopération pas aussi «voyante» mais qui demeure importante par le fait qu'elle dure depuis des années. «Notre organisme qu'est le CCIAE a pour mission fondamentale de densifier la collaboration économique et l'échange entre les entreprises des deux pays et de traduire, de manière effective sur le terrain, les nombreuses opportunités qui existent entre nous», a souligné Djamel-Eddine Bouabdallah.

De son côté, Francesco Nuñez, secrétaire général du CCIAE a indiqué qu'il voyait en la coopération algéro-espagnole une «évidence» du fait des liens étroits qui lient les deux peuples, algérien et espagnol. Annonçant que le CCIAE se fixe comme principal objectif d'accompagner et d'encourager des partenariats dans divers

domaines entre des investisseurs algériens et espagnols, il a souligné que les perspectives de partenariat entre les deux pays sont aussi diverses que variées, mettant l'action particulièrement sur les secteurs de l'agriculture, le tourisme, les énergies renouvelables et le domaine pharmaceutique. Des secteurs dans lesquels l'Espagne, selon Djamel-Eddine Bouabdallah, enregistre d'énormes progrès desquels l'Algérie ne peut que tirer profit. Selon le président du CCIAE, une dynamique nouvelle est enregistrée entre le monde économique en Espagne et en Algérie.

Ainsi, ces trois dernières années ont été marquées par de nombreuses visites de part et d'autre qui ont abouti à un certain nombre de partenariats.

**Y. D.**

**ENVIRONNEMENT À ANNABA****Dépenses faramineuses et peu de structures**

**Chargés d'inspecter sur le terrain de tout ce qui a trait à la situation de l'environnement dans la wilaya de Annaba, les membres de la Commission de wilaya de la santé, de la propreté et de la protection de l'environnement (CWSPPE) n'ont apparemment pas apprécié ce qu'ils ont découvert.**

Dans leur rapport de constat, ils ont tiré à boulets rouges sur la Direction de l'environnement qualifiée de défaillante. C'est en tout cas ce que laisse apparaître le rapport qu'ils ont établi. Ils en ont fait lecture lors de la session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW). Il s'agissait beaucoup plus d'un réquisitoire établi sur la base d'une situation d'insalubrité généralisée. Elle est, du reste, unanimement constatée par les habitants qui, eux, ont estimé que les atteintes quotidiennes à l'environnement constituent de sérieuses menaces sur la santé publique.

L'anarchie totale sévissant dans les activités de commerce illicite créées dans un cadre aux antipodes des normes les plus élémentaires d'hygiène, de salubrité et de sécurité a été qualifiée d'insupportable par

le rapporteur. En fait, les membres de la CWSPPE ont qualifié d'inacceptable la situation qui perdure depuis des années. «Cette situation est loin de refléter l'image d'une ville de Annaba accueillante», a affirmé ce rapporteur. Appuyant ses dires avec la projection d'un documentaire projeté sur un grand écran, il a attesté que, connue pour son environnement adapté tant à l'homme qu'à la nature, Annaba s'est transformée en un immense dépotoir à ciel ouvert. Cette commission n'a rien épargné pour démontrer que le secteur de l'environnement dans la wilaya est au plus mal. Ainsi, ont été citées les défaillances et l'absence de toute réaction face à une situation environnementale préjudiciable à la santé des citoyens. Mêmes les établissements de santé ont été pointés du doigt. Ils ont été

qualifiés de facteurs polluants malgré les neuf incinérateurs dont ils disposent pour la destruction de plus de 550 tonnes/an de déchets hospitaliers.

Les inondations, feux de forêt, la multiplication des moustiques et des marchés illécites des fruits et légumes, la pollution des 20 plages existantes, la mauvaise gestion des huiles industrielles usagées et bien d'autres facteurs de pollution ont été qualifiés d'entraves majeures hantant la quiétude des habitants. «Ces atteintes à l'environnement suscitent la protestation continue mais légitime des citoyens de par les nuisances qu'elles créent», a martelé le rapporteur. Il a estimé que le siège de l'inspection régionale de l'environnement est à l'abandon. Entamés en 2014 et censés s'achever en 2016, les travaux de réalisation de ce siège ne sont pas près de s'achever dans les délais prévus. Pire, les membres de la commission ont constaté la dégradation prononcée du niveau supérieur de la construction. Le même constat concerne l'apparence d'abandon qui carac-

térise les 25 laboratoires et l'absence de prise en charge des bacs à ordures. Appelant à une sérieuse prise en charge de la lutte contre l'insalubrité, à la suppression de la pollution et des nuisances qui indisposent les habitants, les mêmes membres ont insisté sur la mise en place de mesures efficaces pour une bonne prise en charge de la voirie et la protection de l'environnement. Pour le rapporteur, la démarche entreprise par l'APW se veut être de consultation, information et sensibilisation des différentes parties prenantes d'une opportunité qui pourrait heurter des intérêts, mais impacterait positivement sur le cadre de vie des habitants et des communes constituant le territoire de la wilaya.

Prenant la parole à la fin des interventions du directeur de l'environnement et des membres de l'APW, le wali, Youcef Cherfa, qui est à son poste depuis six mois, a fait état de plusieurs mesures pour rectifier le tir et apporter les corrections nécessaires à cette situation.

**A. Bouacha**